

FEDERATION SYNDICALE des activités
postales et de télécommunications
25/27 rue des Envierges 75020 PARIS
Tél 01 44 62 12 00
Fax 01 44 62 12 34

Communiqué

La Poste

Projet d'ouverture du capital dès septembre avec les populations et les postiers, Sud-PTT répondra présent !

La signature du contrat de service public était très attendue. Nous pouvions légitimement espérer des précisions sur l'étendue concrète des obligations de service public et sur leur financement qui fait, pour le moins, débat. Déception sur toute la ligne !

Pour ce qui concerne le financement, les déclarations se limitèrent à une séance d'auto-congratulation.

Pour ce qui concerne les missions de service public, ce fut carrément affligeant. Une seule déclaration de Madame Lagarde démontre le « haut niveau » des arguments : « Aujourd'hui, la plupart des lettres arrivent à leur destinataire le lendemain, ce qui va encore plus vite que si on allait porter soi même son courrier ! ». Fermez le ban !

En fait, l'annonce de cette journée est la confirmation que le projet de changement de statut de La Poste serait présenté dès début septembre. Cette annonce répond à une certaine logique, la vacuité du nouveau contrat de service public pave la route à la privatisation de la privatisation de l'entreprise publique !

Une telle précipitation ne s'expliquerait-elle pas par le manque d'arguments des tenants de l'ouverture du capital ?

Pour Sud-PTT, cette évolution est inacceptable. Il est nécessaire de construire une riposte à la hauteur des enjeux.

D'ores et déjà, une réunion unitaire des fédérations syndicales de La Poste est programmée le 2 septembre pour décider d'une première mobilisation des postiers.

Par ailleurs, comme l'avenir du service public postal concerne l'ensemble des populations, il est indispensable que la mobilisation pour sa défense s'étende bien au-delà des frontières de l'entreprise publique. Pour favoriser le développement d'un large mouvement, Sud-PTT invite à une réunion, dès le 4 septembre, les fédérations syndicales de La Poste et, plus largement, une large palette d'organisations, d'associations et de partis politiques afin d'examiner les initiatives à prendre contre la privatisation de la Poste et la défense du service public.